

SOMMAIRE

Page 1

La diplomatie éco-régionale.
Bientôt, la CU. du Havre.

Page 2

CCI : "c'est pas la joie !"
"Monsieur Investissement"

Page 3

La Caisse d'épargne s'adapte.
En bref.

Page 4

Émission obligataire du CD.27.
Les investissements.

Bientôt, la CU. du Havre !

Réunie le 7 septembre, la Commission départementale de coopération intercommunale de Seine-Maritime a donné son feu vert à la fusion de la CODAH et des communautés de communes voisines de Criquetôt l'Esneval et de Caux-Estuaire.

- Le résultat du vote est sans appel : 32 voix pour, 14 voix contre 1 abstention.
- C'est une belle victoire pour les présidents des 3 EPCI (Luc Lemonnier, Didier Sanson, Florence Durande) qui vont pouvoir créer la Communauté urbaine du Havre ; c'est une sévère défaite pour Denis Merville, maire de Sainneville, président de l'ADM76, opposant de toujours au projet, qui a manifestement mené ici le combat de trop.
- Forte de 54 communes et riche de 275 000 habitants, la nouvelle CU. sera officiellement créée le 1^{er} janvier 2019. Sans attendre, les élus vont se mettre au travail pour "configurer" l'institution au mieux des intérêts de ses habitants ; leur première conférence se tiendra ce mardi 11 septembre ; elle sera suivie de beaucoup d'autres.

Commentaire : c'est une bonne nouvelle pour la Pointe de Caux qui, grâce à la CU., va pouvoir valoriser ses atouts de façon cohérente en France et dans la région.

Diplomatie éco-régionale.

• Le quai d'Orsay se serre la ceinture.

Une dizaine d'ambassadeurs et ambassadrices de France, parmi lesquels Jean-Pierre Jouyet en poste à Londres, sont donc venus à Rouen, le 31 août, à la rencontre d'Hervé Morin - long déjeuner à l'Hôtel de Région - et de plusieurs startups de "Village by CA" : découverte de leurs produits et de leurs ambitions internationales.

- Leur préoccupation ? La diplomatie économique. Les ambassadeurs et ambassadrices ont rappelé qu'elle reste une priorité du Quai d'Orsay et qu'ils sont là pour aider les entreprises à exporter et à comprendre le cadre politique et réglementaire des pays ciblés. Pour illustrer ces propos, Benoît Guidee, chef du bureau de Taïwan, a rappelé sa présence auprès des "Maîtres Laitiers du Cotentin" ; de son côté, Jean-François Dobelle, l'ambassadeur de France en Norvège, a souligné l'importance des échanges culturels comme matrices de bonnes relations économiques : *"avec la Norvège, la Normandie est bien placée, a-t-il expliqué, la reine Sonja sera à Rouen, le 24 septembre prochain, pour célébrer le 100^e anniversaire de la section norvégienne du lycée Corneille, c'est important..."* Tout cela est intéressant.
- Mais est-ce bien nouveau ? Non. Depuis 30 ans, à chaque fois que des ambassadeurs visitent la région, ils se présentent comme des "super-VIP" capables de jouer les "go-between" entre les entreprises, les autorités françaises et les autorités locales, pour défendre les intérêts bien compris du pays. 30 ans après, il n'y a rien de neuf sous le soleil du Quai d'Orsay.

Mon commentaire n°1 : la vraie question est celle des moyens consacrés à la diplomate économique. Nos représentants en ont-ils suffisamment pour être autre chose que des "ouvreurs de porte 5 étoiles" ? La question mérite d'être posée, car, dans son discours du 28 août devant la conférence des ambassadeurs, Edouard Philippe n'a pas dit un seul mot sur la diplomatie économique. Il a surtout expliqué que le Quai d'Orsay devait se serrer la ceinture (réduction de 10% de la masse salariale, dégraissage du parc immobilier, du parc de véhicules), chaque ambassadeur étant responsable de son plan d'économie. Des initiatives nouvelles sont-elles possibles dans ces conditions-là ?

Mon commentaire n°2 : Le 31 août, Cédric Naintré a fait un tabac devant les ambassadeurs. Il leur a présenté "Déménager facile", un site qui permet d'organiser rapidement des déménagements complexes, notamment à l'étranger, comme ceux du ministère des Armées, l'un de ses clients. Tous les diplomates lui ont demandé sa carte : auraient-ils des envies de déménagements ?

• Jean-Yves Le Drian va voir Hervé Morin

En réalité, l'État compte de plus en plus sur les régions pour épauler les entreprises à l'étranger. "Je suis convaincu que la bataille du commerce extérieur se gagne d'abord en France, sur les territoires, a déclaré Jean-Yves Le Drian, nous avons redéfini les rôles de Business France, des Régions, de la BPI, des CCI, pour qu'il y ait, là aussi, un interlocuteur unique..."

“Monsieur Investissement”

Secrétaire général pour l'investissement (le 3 janvier dernier, il a remplacé à ce poste Louis Schweitzer avec des attributions élargies), Guillaume Boudy sera en Normandie les 19 et 20 septembre.

- C'est une visite importante. Rappelons que Guillaume Boudy est le “Monsieur Investissement” de l'Etat puisqu'il pilote, auprès du Premier Ministre, le Grand Plan d'Investissements du gouvernement, doté de 57 Md€ d'ici à 2022, dont 10 au profit des collectivités.

- Pour la préfète Fabienne Buccio, sa venue est l'occasion de faire le point sur les projets d'avenir de la région (entreprises, universités, recherche-innovation, santé) et sur la situation du PIA 3 régionalisé, doté de 50 M€ (financés à parité par l'Etat et la Région) pour lequel deux appels à projets ont été lancés : “Innov Avenir Entreprise” et “Innov Avenir Filière.”

À noter : le 19, Guillaume Boudy sera à Rouen (à la Métropole et au Médical Training Center.) ; le soir, une rencontre est prévue au Havre avec des chefs d'entreprise ; le 20, il sera à Caen avant de terminer son déplacement à Bernay, par une visite de l'entreprise Bernay Automation.

Normandie Valorisation.

Lors de sa visite, Guillaume Boudy s'intéressera sûrement à Normandie Valorisation, outil de la COMUE Normandie Université, dont la mission est de valoriser les résultats de la recherche publique en les transformant en produits/usages/services utilisables par le monde socio-économique. Son action est positive. Grâce à un fonds de maturation de 1,55 M€, mis en place pour accompagner les projets innovants, Normandie Valorisation a contribué depuis 3 ans à :

- La signature de 10 licences et au dépôt de 23 brevets.
- La création de 5 nouveaux produits-services.
- La création de 3 entreprises.
- La création de 43 emplois.
- Des levées de fonds de 8,3 M€.

Au total, une centaine de projets ont été suivis et 17 lauréats ont été financés dans les secteurs de la santé et du numérique. Satisfaction de Fabienne Buccio et d'Hervé Morin : “ça marche !”

- Avec Jean-Baptiste Lemoyne, son secrétaire d'Etat, le ministre des Affaires étrangères va se rendre dans toutes les régions françaises pour articuler l'action de l'Etat avec elles. Les Régions vont monter en puissance pour relever le défi de la diplomatie économique, elles vont payer aussi...

- La première de ces visites aura lieu en Normandie ; courant octobre, Jean-Yves Le Drian rencontrera Hervé Morin dont il apprécie le dynamisme à l'international et les moyens financiers qu'il déploie pour accompagner les “champions de Normandie”.

Rappel : le 23 juin 2016, le Conseil régional a adopté un document d'orientation stratégique “Europe & International” qui se décline en trois priorités : “placer l'action européenne et internationale au service de l'attractivité de la Normandie et de la compétitivité de l'économie régionale”, “bâtir une stratégie de présence et d'influence de la Normandie en Europe et dans le monde”, “porter une ambition politique : la Normandie pour la Paix”.

Ponctions répétées.

Au niveau des CCI, “c'est pas la joie...”

En décembre dernier, Vianney de Chalus avait déjà dénoncé “la casse progressive des CCI”, organisée par Bercy qui ponctionne leurs ressources de façon répétée, depuis bientôt 3 ans, : “on a fait des efforts, disait-il alors, mais aujourd'hui, on est arrivé au bout”. Sauf à vouloir détruire l'outil.

- Vianney de Chalus n'est pas n'importe qui. Président de CCI Normandie, secrétaire de CCI France, il a toujours voulu faire des CCI “un tiers de confiance” utile aux entreprises, à l'Etat et aux collectivités ; une plate-forme de services capable de penser “le collectif, le territoire et le futur”. Quand il tire le signal d'alarme, Vianney de Chalus sait de quoi il parle, mais il va devoir se répéter...

Ponctions = souffrance et repli.

Cet été, Bruno Le Maire a annoncé une nouvelle réduction des crédits alloués aux CCI françaises, une réduction de 400 M€ d'ici à 2022 que le réseau normand devrait “encaisser” à hauteur de 40 M€.

- Résultat : de Rouen à Caen, du Havre à Saint-Lô, en passant par Evreux-Alençon, toutes les CCI de Normandie vont une nouvelle fois se serrer la ceinture avec, à la clé, de nouveaux départs, de nouvelles réorganisations et, dans certains cas, de graves souffrances sociales génératrices de tensions au sein des conseils de direction : on a déjà vu ça.

Et pendant ce temps-là...

• Normandie Automobile & Aéronautique 1.0.

L'événement est salué comme il se doit par l'Etat, la Région et la Métropole. Le 13 septembre, le premier symposium “Normandie Automobile & Aéronautique” va se tenir au technopôle du Madrillet de Rouen ; il est organisé par le pôle Mov'EO et la filière NAE ; il mettra en évidence les convergences technologiques qui existent entre ces deux secteurs à fort potentiel. Le Madrillet joue ici son rôle d'intégrateur.

• Les nouveaux usages de l'énergie.

Toujours le 13 septembre et toujours à Rouen (au Panorama XXL), la filière Normandie Énergies organise “la journée d'affaires des nouveaux usages de l'énergie”. On y parlera surtout de la transition énergétique dans les villes et l'industrie. Sébastien Lecornu est annoncé.

• Le point sur la politique maritime et portuaire de la Région.

10 mois après avoir présenté son manifeste “Normandie Nord, Sud, Est, Ouest” sur le repositionnement mondial de la région, Hervé Morin fera un point d'étape sur la mise en oeuvre de sa politique maritime et portuaire, le 18 septembre au MIN de Rouen. Rappelons que le manifeste s'achevait par 10 propositions concernant, notamment, la gouvernance simplifiée de l'axe Seine.

La rentrée de Marc Lefèvre.

Le président du CD.50 est satisfait de ses relations avec les 8 intercommunalités qui structurent désormais son territoire. "C'est à cette échelle-là qu'il faut agir, le Conseil Départemental continuera de les soutenir". Aux côtés de la Région.

Concernant l'avenir de l'hydrolien, Marc Lefèvre espère que Naval Group pourra reconvertir l'usine de Cherbourg, pour son propre compte ou avec d'autres partenaires industriels. À suivre...

Joël Bruneau se prépare.

Dans une interview à Ouest-France, le maire de Caen confirme son intention de briguer un deuxième mandat en 2020 "avec une équipe renouvelée". Il commencera à travailler sur son futur programme fin 2018.

Commentaire : rappelons que sa situation politique est très favorable avec une opposition morcelée, sans "hérauts" audibles.

Alexandra Ruiz revient.

Conseillère du Premier Ministre, dont elle fut la cheffe de cabinet lorsqu'il était maire du Havre, Alexandra Ruiz revient en Normandie pour prendre la direction du Havre Développement.

- Elle succède à Alexandre Perdriel qui a rejoint la Métropole d'Aix-Marseille.

Cette information est tirée de la lettre "Eco-Normandie" du 7 septembre.

Marie Courtes : vive le Madrillet

Présidente de l'association "Batiment CFA Normandie" qui regroupe, depuis le début de l'année, les 7 CFA normands du bâtiment, Marie Courtes se félicite de l'ouverture des nouveaux locaux du CFA de Rouen, au technopôle du Madrillet.

- Après deux ans de travaux, le nouvel établissement vient d'accueillir ses premiers apprentis.

- À terme 1 350 pourront être formés sur le site, notamment pour relever les défis énergétiques et numériques du secteur.

L'investissement s'élève à 33 M€ financés par le PIA, la profession du BTP et la Région.

À noter : Marie Courtes pilote la politique d'apprentissage du BTP de façon positive et dynamique.

- L'autre conséquence est le repli des CCI sur elles-mêmes. "On est tourné vers l'interne, dit ce président, on ne s'exprime plus sur les grands dossiers régionaux, là où on apportait notre valeur ajoutée". C'est vrai que les CCI sont désormais très discrètes ; d'autres acteurs (la Région, les agglomérations...) se sont substitués à elles avec leurs propres outils ; de plus en plus réduites à leurs prestations "techniques" aux entreprises, elles s'étiolent et ne sont plus force de proposition.

Commentaire : c'est manifestement ce que veut le gouvernement qui ignore les corps intermédiaires ; les chambres d'agriculture et de métiers connaissent aussi les mêmes évolutions.

Effet "Bruno Goré".

Le Caisse d'Épargne s'adapte à vitesse grand "V".

La page Joël Chassard a été vite tournée. Quatre mois après son arrivée, Bruno Goré, le nouveau président du Directoire de la Caisse d'Épargne de Normandie, vient de présenter la nouvelle organisation de la banque. Comme le dit Nicolas Plantrou, président du conseil de surveillance, présent à ses côtés : "le changement, c'est maintenant".

Quel changement ?

Il y a d'abord des invariants : la Caisse d'Épargne reste une banque de détail de proximité, qui s'intéresse à tous les segments de clientèle, grâce à un maillage serré de 212 agences, désormais organisées en 10 groupes territoriaux aux "compétences et délégations renforcées" pour davantage de réactivité.

Quand on écoute Bruno Goré, on comprend que l'amélioration de la relation "clients" est au centre de son projet. Dans cet optique, il annonce :

- La création d'une banque multimédia régionale pour servir à distance les adeptes du "tout digital".
- Le lancement en octobre d'une banque privée pour la clientèle patrimoniale et les chefs d'entreprise.
- La création d'une "direction de l'ingénierie financière" afin d'accompagner les grands projets régionaux aussi bien en matière d'énergies renouvelables que d'infrastructures.

On le voit, la CEN s'adapte en complétant sa boîte à outils afin de répondre à tous les besoins ; c'est le rôle d'une banque du développement régional.

Et pendant ce temps-là...

• Caen-Calvados, le nouveau défi.

Pour gagner en notoriété et "séduire" les Parisiens, Caen-la-Mer et le Département du Calvados lance cette semaine l'opération "Caen-Calvados, votre nouveau défi", sur le parvis de la Défense. Sous un chapiteau de 100 m², les Franciliens pourront découvrir de façon ludique et interactive les atouts touristiques et économiques du territoire. Objectif : "donner envie".

• Les nouveaux trains arrivent.

Les essais des premiers trains commandés par la Région à Bombardier Transport viennent de commencer.

- On peut déjà en voir un, dans une version "de travail", faire des allers/retours entre Caen et Cherbourg.

- Au total, 3 trains vont être testés, dans toutes les conditions, en France et/ou en Tchéquie, d'ici à juin 2019.

- Ces essais sont nécessaires pour obtenir les autorisations de mise en exploitation et de circulation, le 1^{er} janvier 2020.

Rappelons que la Région prendra la gouvernance des 5 lignes intercitys normandes à cette date-là et qu'elle a commandé 40 trains à Bombardier ; l'investissement total est important : 720 M€.

Val-de-Reuil veut les CSP+

Dans l'Eure, Bernard Leroy (Seine-Eure Agglomération) et Marc-Antoine Jamet (Val-de-Reuil) partagent une même ambition : fixer sur leur territoire davantage d'ingénieurs et cadres en mettant à leur disposition des logements de qualité. Rappelons que Val-de-Reuil est l'une des villes des françaises où la part des logements sociaux est très importante : 66%.

- Pour les deux élus, l'habitat est un facteur d'attractivité, notamment pour limiter les migrations pendulaires quotidiennes des CSP+ vers Rouen. Ils veulent donc rééquilibrer leur politique d'habitat, une volonté qui répond aussi aux attentes des entreprises.

- Le promoteur-aménageur Amex a décidé de participer à cette métamorphose. Le 12 juin dernier, Julien Dugnot, son responsable développement, a présenté "Les Jardins de Blanche", une résidence de standing de 22 villas, livrable "clés en main", fin 2019.

Satisfaction de Marc-Antoine Jamet qui rappelle que le projet Amex s'inscrit "dans un environnement qui change", notamment grâce au programme de rénovation urbaine de la ville, financé par l'ANRU.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

- Elle la complète aussi de façon originale puisqu'elle annonce le lancement d'un compte livret régional pour drainer l'épargne des Normands vers les projets de développement de leur région. C'est le pari du "circuit court".
- Notons enfin son intérêt réaffirmé pour les PME-ETI : "dans les 4 ans à venir, nous voulons atteindre 15% de part marché sur ce segment, contre 10% aujourd'hui..." Une enveloppe de 50 M€ est d'ailleurs dédiée aux prises de participation en capital ; au centre la cible, les entreprises "à fort potentiel", les startups et les "champions à l'international".

Accroître l'expertise...

Pour relever ces différents défis, la Caisse d'Épargne a besoin de compétences très pointues. Elle va donc augmenter le nombre de ses chargés d'affaires dédiés aux entreprises, aux professionnels et aux "patrimoniaux".

- Naturellement, l'effort de formation va s'accroître : 7% de la masse salariale y seront désormais affectés. Cette mise à niveau devrait concerner 200 professionnels sur 1 800 ; l'expertise est la clé du succès.

Rappel : l'équipe de direction a été entièrement renouvelée pour conduire le changement. Bruno Goré est désormais entouré de Philippe Viland (pôle "Banque de développement régional"), Bénédicte Clarenne ("Banque de détail"), Christophe Descos (pôle "Finances et Opérations"), Maryse Vépierre (pôle "Ressources").

Émission "obligataire durable".

Mobilité/santé : l'Eure s'endette de façon originale.

Le Département de l'Eure vient de lancer sa toute première émission d'obligations durables (38 M€ sur 15 ans) pour financer ses projets de mobilité respectueux de l'environnement ou d'amélioration des services de santé. C'est l'un des premiers départements français à le faire.

- 4 projets eurois vont être ainsi financés : l'itinéraire "La Seine à vélo" entre Vernon et Les Andelys, la reconstruction ou la réhabilitation des EPHAD de Conches-en-Ouche, Pacy-sur-Eure et Les Andelys.

Commentaire : le président Lehongre se félicite de cette opération : "L'Eure a toujours été en pointe pour trouver des sources de financement innovantes et compétitives". En 2016, le Département avait été un des premiers à contracter un emprunt de 65 M€ auprès de la BEI pour financer "à un taux record" une partie de son programme de reconstruction de 15 collèges.

Et pendant ce temps-là...

• Le data green de Webaxys (76).

Reconnue au plan international pour sa capacité à concilier "data centers et protection de l'environnement", l'entreprise Webaxys veut ouvrir un data green center de nouvelle génération, à Caen, à l'horizon 2019. De fait, Emmanuel Assié, son fondateur, pense qu'un data center peut être autonome et même producteur d'énergie tout en traitant efficacement les données de ses clients. C'est son "défi de Caen".

Webaxys a été créée à Sotteville-lès-Rouen, elle est aussi présente à Saint-Romain de Colbosc près du Havre.

• Les retombées de l'envolée d'Altitude Infrastructure.

L'opérateur normand fondé par Jean-Paul Rivière connaît une croissance très rapide. Domicilié à Val-de-Reuil (27), Altitude Infrastructure comptabilisera plus de 3 millions de foyers couverts en FTTH au terme du déploiement de ses réseaux déjà contractualisés, dont près de 500 000 en Normandie. Il passera le cap des 100 M€ de CA et des 400 collaborateurs d'ici la fin de l'année.

Pilotée par David El Fassy, cette envolée va avoir des conséquences locales positives : des besoins en recrutement soutenus, une politique de formation poussée, mais aussi un nouveau siège social plus spacieux.